

Délinquance financière

**Narcotrafic et probité des
chefs d'État**

P.3

« Conclave » retraites

Pas de fumée en vue

P.5

Le Parti pris du travail

Fabien Roussel

P.6

À quand la Paix ?



Édito :

Un comble ! La République Française, par la voix de son Président, cherche de l'argent pour renforcer l'arsenal militaire de la France, suggérant même pour arriver à ses fins de puiser dans l'épargne des Français. En effet, lors de sa déclaration du 20 février dernier devant les partis politiques, Emmanuel Macron a exprimé la volonté d'augmenter les dépenses militaires de 2 % du PIB à 3 % et à terme à 5 %. De son côté, le ministre de la défense, Sébastien Lecornu, a plaidé lors d'une longue intervention sur les chaînes de télévision le 13 mars pour un budget annuel de 100 milliards d'euros contre 47 milliards en 2024 et plus de 50 milliards cette année.

Dans le même temps, la Présidente de l'Union Européenne Ursula von der Leyen annonce un plan de 800 milliards et explique que les dépenses militaires seront sorties du calcul du déficit plafonné à 3 % du PIB ; un véritable jackpot pour les actionnaires des industries d'armement.

Tous les arguments sont bons pour justifier une course aux armements !

La palme des va-t'en-guerre revient à notre Président de la République qui bombe le torse en se glorifiant de posséder l'arme nucléaire et d'être le seul à détenir le pouvoir de déclencher l'apocalypse nucléaire. Il va jusqu'à proposer généreusement le parapluie nucléaire français à toute l'Europe. Un véritable apprenti sorcier auquel il faut rappeler que l'arme nucléaire est

illégale en vertu du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (le TIAN) en vigueur depuis le 22 janvier 2021, 50 États l'ayant signé - la France s'étant évidemment abstenue ! La surenchère guerrière appelle la France et l'Union Européenne à augmenter leur budget de la défense ; or, rappelons que nombre d'équipements de l'Otan sont de fabrication américaine même si la France fournit quelques canons César et chars Leclerc.

Disons-le, la solution n'est pas dans le surarmement et l'affrontement guerrier sans fin qui massacrent des milliers de civils et de militaires, qui polluent et ravagent la fertile plaine de l'Ukraine ; **la solution est dans la négociation pour une paix juste et durable et pour y aboutir il existe un organe international, qu'est L'ONU.**

La France et l'Europe doivent soutenir la proposition d'organisation d'une Conférence de la Paix sous l'égide de l'ONU sur l'Ukraine pour exiger :

- la fin des hostilités
- la confirmation de la possession par l'Ukraine de ses richesses minières
- l'indemnisation par la Russie des victimes, destructions et pollutions

Paulette Mérand
Comité nazairien du Mouvement de la Paix

Élections en Allemagne

Le pays vire très à droite aux législatives de février

Sur fond de défiance et de l'éclatement de la coalition tripartite en novembre, l'extrême-droite AFD arrive deuxième avec 20%, son résultat est doublé ! La précarisation et la paupérisation d'une partie de la population et le ressentiment qui en découle explique pour une part ce niveau. Un paradoxe puisque ce mouvement est porteur d'un programme économique de dérégulations sociales toujours plus poussées. L'affaiblissement du modèle social Rhénan (les conventions collectives par exemple) joue en sa faveur car il sait le lier à ces deux thèmes de prédilection que sont l'amalgame insécurité et immigration. Elon Musk aura été un soutien.

Les conservateurs de la CDU-CSU arrivent en tête avec 28,5% des voix. Le programme socio-économique prévoit des « réformes » structurelles libérales qui réduisent encore l'état social, ce qui va donc attiser les

contradictions. Le probable futur chancelier Friedrich Merz devra en passer par une alliance avec le centre gauche. Le multimillionnaire pro-capital est l'ancien président de BlackRock, il penche très à droite sur tout les sujets. Le SPD et les Verts qui étaient dans l'alliance sont les deux grands perdants des élections. En ce prononçant pour le réarmement à hauteur de 3,5% les Verts ont contredit leur culture pacifiste et se sont droitisés. Le SPD subi un revers avec 16,5% des voix.

La gauche progressiste représentée par Die Linke atteint presque 9%. Une surprise car le parti était affaibli. En promouvant une ligne plus affirmé sur le point de vue de classe et en adoptant une position forte contre la collusion anti-migrants de fin janvier, Die Linke a réussi une belle dynamique. Notamment en mettant en mouvement de nombreux jeunes dont 20000 ont adhéré.



Manifestations en Grèce

Deux ans après la catastrophe ferroviaire



Des centaines de milliers de personnes ont manifesté vendredi 28 février sur la place Syntagma, en commémoration du tragique accident de train survenu dans la région de Tempé il y a deux ans, qui avait fait 57 morts, dont de nombreux étudiants, après la collision de deux trains.

Près d'un million de personnes ont manifesté dans tout le pays, dénonçant la politique criminelle du gouvernement. La colère était d'autant plus forte que, ces dernières semaines, plusieurs rapports et vidéos publiés ont mis en évidence les tentatives du gouvernement pour dissimuler des preuves centrales dans le déroulement de l'enquête. Un rapport d'expert révèle qu'un des deux trains transportait une cargaison illégale de produits chimiques explosifs, ce qui a favorisé l'explosion et le nombre élevé de victimes.

Plus largement, les manifestants dénoncent la responsabilité du gouvernement actuel et du parti de droite Nouvelle Démocratie, mais aussi des gouvernements précédents dans l'état désastreux du réseau ferroviaire. La tragédie de Tempé est la conséquence des politiques de privatisation menées par les gouvernements successifs sous l'égide de l'Union européenne.

Les partis d'opposition réclament des investissements massifs dans les services publics et la fin des politiques autoritaires.

Certains considèrent cet horrible accident comme le résultat de la vétusté d'un réseau ferroviaire délaissé depuis des décennies, notamment après la crise économique (2010-2018) et les mesures d'austérité qui ont conduit, en 2017, à la privatisation de la compagnie grecque de chemins de fer. **Les représentants syndicaux avaient régulièrement averti le gouvernement sur les défaillances du réseau, mais ils n'ont pas été écoutés.**



Guerre en Ukraine

Quand les négociations économiques priment sur celles de la paix

Dans un contexte où Donald Trump devient le médiateur central, la guerre en Ukraine se poursuit toujours avec son lot de frappes aériennes de part et d'autres. La médiation américaine qui s'entretient régulièrement avec Poutine et Zelensky, séparément, multiplie les annonces, que ce soit des propos du président directement ou ceux de son administration. **Ces déclarations n'ont cessé d'évoluer sur l'intérêt qu'auraient les États-Unis à protéger l'Ukraine, un accord sur les minerais pour l'exploitation des ressources naturelles ukrainiennes ou encore la prise de contrôle des sites énergétiques...** Concernant le cessez-le-feu, les positions sont encore timides. Les revendications de la Russie pour l'arrêt total de la guerre portent sur l'appropriation de cinq régions ukrainiennes, auxquelles il faut ajouter le retrait de la candidature de l'Ukraine à l'Otan ainsi que le démantèlement du pouvoir en place. De l'autre côté, Zelensky se dit prêt à un échange de territoires sans pour autant avoir en tête quel territoire recevoir. Pour le moment **l'accord d'une trêve temporaire se profile mais cela ne concernerait que les sites énergétiques.**

En parallèle, l'Europe s'organise pour former une coalition de pays volontaires qui aurait pour objectif de déployer une force d'interposition en cas de trêve des affrontements et potentiellement dissuader la reprise des attaques russes. Cette coalition est composée de pays européens ainsi que la Turquie, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont également confirmé à l'Ukraine la poursuite de l'aide militaire.

L'échange entre Trump et Zelensky le 19 mars dernier va lui aussi dans le sens d'une reprise de l'aide américaine, surtout l'accès aux renseignements qui s'avère extrêmement précieux pour les manœuvres militaires ukrainiennes. Sans ces informations délivrées par les américains, l'Ukraine se retrouve militairement affaiblie et voit son armée reperdre du territoire, surtout pour la région de Kursk. De nouvelles négociations s'entament en Arabie Saoudite tandis que Trump continue ses déclarations sur la signature d'un accord économique avec l'Ukraine et lui « **permettra au moins de dire que nous avons récupéré notre argent** », évaluant à 350 milliards de dollars l'aide américaine.

Canada

Mark Carney, novice en politique et nouveau premier ministre

Alors que le nouveau président des États-Unis a exprimé sa volonté d'en faire le 51e état américain, le Canada traverse actuellement une crise politique forte. Au-delà des déclarations provocantes de Donald Trump ainsi que l'application des hausses de taxes douanières, **le premier ministre Justin Trudeau, en activité depuis 2015, a annoncé sa démission de son poste au gouvernement et du Parti Libéral qu'il dirigeait.**

Pour lui succéder, **le Parti Libéral a choisi Mark Carney, un ancien banquier de 59 ans qui a fait carrière à Goldman Sachs** avant d'être en charge de la Banque du Canada puis de celle d'Angleterre. Ce dernier a pris ses fonctions officielles le 14 mars pour enchaîner avec un déplacement en France et au Royaume-Uni en début de semaine suivante.

Avec un discours offensif à l'égard de Donald Trump et un rapprochement explicite de ses partenaires européens historiques, Carney fait donc ses débuts en politique

dans un contexte géopolitique particulièrement mouvementé. Les rencontres successives avec Emmanuel Macron et Keir Starmer, premier ministre britannique, sont donc allées dans le sens des gentillesses à l'heure où l'Europe tout comme le Canada subissent les augmentations douanières et les leçons de morale américaines.

À peine au pouvoir et déjà pressé par le temps, car **le Canada devrait organiser des élections législatives à la fin du mois d'avril ou au début mai.** Après l'annonce de Justin Trudeau en début d'année le Parti Conservateur et son leader, Pierre Poilievre, obtenaient 20 points d'opinion favorable de plus que le Parti Libéral. Début mars, les cartes sont rebattues et les intentions de vote placent les deux partis au coude à coude. **À voir si l'effet de nouveauté et les positions fortes du centriste Mark Carney pourront s'inscrire dans la durée ou si l'année 2025 marquera le retour de la droite au pouvoir.**



Délinquance financière

Comment s'attaquer au narcotrafic sans taper au portefeuille

Le débat autour du narcotrafic en France a ouvert un pan souvent oublié de la délinquance où les narcotrafiquants se retrouvent souvent mêlés au monde des affaires, des grands dirigeants et du pouvoir en place, celui de la délinquance financière. Le Sénat a donc ouvert une « commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis ».

Le titre ambitieux de cette commission met en lumière l'audition des journalistes Fabrice Arfi (Médiapart) et Frédéric Ploquin (Marianne) (disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=0lc6PLcxogM>), montrant à quel point notre pays se heurte au manque de volonté politique.

Extrait de Fabrice Arfi :

« La situation qui est la nôtre, quand on est citoyen d'un pays comme la France, d'un pays qui a déjà eu un président de la République définitivement condamné pour des atteintes à la probité, il s'appelle Jacques Chirac, dont un Premier ministre a été définitivement condamné pour des atteintes à la probité, il s'appelle Alain Juppé, dont le successeur a été définitivement condamné pour une atteinte à la probité, il s'appelle Nicolas Sarkozy, et dont un Premier ministre a été définitivement condamné pour atteinte à la probité, il s'appelle François Fillon.

Ça veut dire que deux chefs d'État, deux chefs de gouvernement ont été définitivement condamnés pour des atteintes à la probité. **Je ne suis pas certain qu'il y ait beaucoup de démocraties occidentales modernes, comme on dit, libérales, avec un tel CV judiciaire**, qui, il me semble, nous tend un miroir dans lequel on doit pouvoir se regarder sans honte pour grandir.

J'ai parlé de quatre hommes de droite. Que la question serait partisane et politique ? Je n'ai aucune difficulté à évoquer le cas d'une affaire que je connais bien, Jérôme Cahuzac, le mi-



AUDITION

Délinquance financière et journalisme d'investigation

nistre du Budget qui était un fraudeur fiscal, ou même, pendant la présidence socialiste de Monsieur Hollande, le patron du parti présidentiel, Jean-Christophe Cambadélis. Patron quand il est désigné à la tête du Parti socialiste, il est déjà condamné deux fois définitivement pour des atteintes à la probité. On n'a pas pu en trouver un autre ? on a mis quelqu'un qui avait été déjà condamné ! (...)

Les présidences, elles peuvent être un peu oubliées. Je donne juste un exemple. En mars 2017, **Emmanuel Macron dit que, évidemment, un ministre mis en examen devra démissionner** en vertu de ce qu'on appelle improprement, mais peu importe, la jurisprudence Bérégovoy-Balladur, qui n'avait rien de jurisprudentielle, mais qui est une jurisprudence politique, si l'on ose dire, et qui s'entendait parfaitement, et on pourra y revenir, entre la relation qu'il peut y avoir entre le principe de précaution et la présomption d'innocence. Et on peut évidemment concilier les deux sans porter atteinte à aucune des deux autres.

Aujourd'hui, il faut quand même constater que nous avons une ministre de plein exercice qui va être jugée pour corruption, nous avons un secrétaire général de l'Élysée qui est mis en examen et qui va probablement être renvoyé devant un tribunal correctionnel pour des faits de prise illégale d'intérêt. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été la griffure, si vous me permettez l'expression, de l'affaire dite Dupond-Moretti, qui s'est retrouvée devant ce que beaucoup d'hommes et de femmes politiques considèrent comme une sorte de furoncle démocratique, qui est la Cour de justice de la République. Imaginez quand même que nous sommes l'un des seuls pays au monde à avoir, pour les délits commis par des membres du gouvernement en fonction, un tribunal d'exception et qui est jugé par des parlementaires. »

Les journalistes reviennent sur d'autres affaires passées, en cours ou simplement enterrées et **font le lien entre les parcours financiers communs des narcotrafiquants et des fraudeurs fiscaux tout en pointant le manque de moyens dont disposent la police et la justice pour remonter les filières financières par manque de volonté.**

Circulez, il n'y a rien à voir

Les Oradours de l'histoire coloniale



Le rapprochement fait par le journaliste Jean-Michel Aphantie entre le massacre commis par les nazis à Oradour-sur-Glane et ceux que les soldats français ont perpétrés pendant la conquête de l'Algérie n'est pas passé chez un certain nombre d'auditeurs de RTL, enclenchant des signalements auprès de l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, puis la suspension d'antenne d'une semaine pour le journaliste. Celui-ci, d'ailleurs, réaffirmant ses propos, ne reviendra pas à RTL.

La pression exercée par les tenants des contorsions historiques et autres révisionnistes adeptes d'un récit national édulcoré aura donc eu raison du journaliste et de la vérité des faits. **Pour rappel, ces deux citations du général Saint-Arnaud écrivant à son frère : « J'ai laissé sur mon passage un vaste incendie ; tous les villages, environ deux cents, ont été brûlés, tous les jardins saccagés, les oliviers coupés »** et, quelques jours plus tard : **« On a jeté les Kabyles dans les ravins et on leur a tué plus de deux cent hommes, brûlé de superbes villages et maintenant on coupe les oliviers. »***

Cette affaire, que la mise sur le côté d'un journaliste qui ne faisait que rappeler des faits trop souvent minorés, révèle, outre la force de **censure des médias dominants, qu'une grande partie de nos concitoyens de droite et d'extrême droite continue de fantasmer un temps des colonies idéalisé, incapable d'admettre la violence sur laquelle reposait la domination des colonisateurs sur les colonisés**, continuant de manifester une attitude de morgue et de mépris à l'égard des peuples qui ont eu le malheur de vivre sous le joug colonial.

* citations tirées de *La première guerre d'Algérie*, Alain Ruscio (éd. La Découverte)

Tribune

Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation



Ulcérés par le procès en antisémitisme qui est fait à l'égard de toute pensée critiquant la politique du gouvernement de Netanyahu, des personnalités se réclamant de la judéité ont publié une tribune dans *Le Monde* du 8 mars 2025, extraits :

« Nous ne pensons pas qu'on puisse dénoncer le regain d'antisémitisme sans parler de la montée de l'extrême droite dans le monde. Elle prospère en Allemagne avec l'AfD ou aux États-Unis avec Elon Musk et Steve Bannon, mais aussi en France, où elle véhicule et légitime toutes les formes de racisme au nom de la préférence nationale ou du refus du « grand remplacement ».

Nous ne pouvons passer sous silence les bras levés et autres clins d'œil au nazisme quand nous analysons la résurgence de l'antisémitisme. (...) **C'est encore et toujours à l'extrême droite que pululent les préjugés et actes racistes, anti-Arabs, anti-Noirs, islamophobes et antisémites.** C'est parmi elle qu'on trouve les nombreuses personnes condamnées par la justice française pour racisme, antisémitisme et négationnisme. (...)

Nous contestons l'assimilation de toute critique d'Israël et du sionisme à l'antisémitisme. (...)

Nous combattons l'antisémitisme qui s'appuie sur des amalgames insupportables, (...) en refusant de laisser croire que tout juif serait solidaire, et donc complice, des crimes contre l'humanité en cours à Gaza. **Nous combattons l'antisémitisme en condamnant une politique de colonisation permanente et la négation des droits nationaux du peuple palestinien, et donc son droit à un État.** (...)

Le combat indispensable contre l'antisémitisme, en France et à travers le monde, passe par la condamnation de la haine alimentée par le fondamentalisme religieux et le recours au terrorisme que partagent dirigeants du Hamas et dirigeants israéliens. (...)

Nous refusons que la dénonciation de l'antisémitisme serve à légitimer la politique criminelle du gouvernement Netanyahu, comme nous dénonçons l'instrumentalisation du génocide des juifs d'Europe pour justifier le massacre par dizaines de milliers de civils gazaouis et cisjordaniens. »

La Poste déserte les territoires

De moins en moins de bureaux

Qu'ils soient urbains, péri-urbains ou ruraux, l'ensemble des territoires de France sont impactés par la fermeture de bureaux de poste et par la disparition du Service public postal. C'est un coup dur pour l'aménagement du territoire, pour les entreprises, pour les établissements scolaires et pour tous les usagers du service public du courrier, des colis, mais aussi pour celles et ceux qui ont un compte chèque postal, un livret A, ou qui tout simplement vont tous les mois chercher leur allocation sociale à La Banque postale.

En Loire-Atlantique, la direction de La Poste a annoncé 34 fermetures en cours ou à venir. C'est le choix surprenant de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT), qui tous les trois ans formule ces avis et gère le fond de péréquation censé garantir la présence territoriale du service public postal. Cette commission est composée par des représentants du groupe La Poste et des élus locaux. Pourtant, de nombreuses mobilisations populaires locales contre les fermetures font l'actualité, les élus locaux et des élus parlementaires y participent, au-delà des clivages politiques.

Alors, qui décide réellement de la stratégie de La Poste, un groupe à capitaux publics détenu par l'État et la Caisse des dépôts et consignations ? Sans aucun doute l'État, appuyé par la Cour des comptes, lancé dans la baisse des dépenses publiques. Ainsi, 7 à 10 000 emplois de postiers ont été supprimés tous les ans ces dernières années. Une véritable saignée de l'emploi statutaire, bien souvent remplacé par les missions intérim ou les CDD. Et les usagers en souffrent : le personnel postier, ce ne sont pas seulement des chiffres et des taux de rentabilité, c'est aussi du lien social, de la présence humaine.



Pour compenser ces fermetures, la direction de La Poste prétend maintenir le service dans les communes ou les quartiers concernés, via les agences postales en Mairie ou les relais commerçants. Mais est-ce aux collectivités de pallier aux désengagements de l'État ? Est-ce que le métier de commerçant est compatible avec la mission de service public ? Rien n'est moins sûr. La stratégie de La Poste a aussi des conséquences politiques puisque il est démontré que le sentiment d'abandon, lié à la disparition de services publics, amplifie le vote pour l'extrême droite.

D'autant que La Poste a des obligations en tant que prestataire du service postal universel. Et le Contrat de présence postale territoriale signé pour 2023-2025 avec l'État prévoit des subventions publiques d'environ 1 milliard d'euros (800 millions pour le service postal universel et 177 millions pour la mission d'aménagement du territoire). Et le groupe ne se porte pas si mal : en 2024, il a réalisé 1,4 milliards d'euros de résultats nets, 514 millions en 2023, 1,2 milliard en 2022 et 2 milliards en 2021.

La Poste doit donc répondre à ses missions de service public et sortir du mode de gestion d'une entreprise privée. Le groupe La poste s'est d'ailleurs engagé à répartir les ressources économiques disponibles en fonction des besoins différenciés entre les territoires, en zone rurale, en zone de montagne, dans les quartiers prioritaires des villes ou dans les Outre-mer. Il s'agit donc d'une mission républicaine pour garantir l'égalité des territoires. Et de cela l'État est responsable.

Municipales 2026

Les communistes de Loire-Atlantique agissent

C'est avec la perspective de progresser en nombre d'élus aux municipales de l'an prochain que les communistes du département développent actions de terrain et réunions de travail. On aura ainsi pu voir la section d'Orvault déployer son désormais traditionnel marché solidaire en lien avec le Modéf et constituer un recueil d'avis citoyens, la section de Saint-Nazaire se rassembler autour d'un banquet qui s'est conclu par un débat sur les municipales, celle de Saint-Herblain organiser une réunion publique autour des élus communistes... À Nantes, le travail programmatique va bon train autour de ses deux chefs de file, désignés en assemblée générale. Les rencontres avec des personnalités représentatives de la société civile se succèdent : syndicales, associatives...



et leurs alliés – de s'emparer des municipalités. Ce rassemblement doit se construire sur la base d'un projet collectif, élaboré par nos sections et débattu avec les citoyen-nes, le mouvement associatif et les forces de gauche. Les résultats des dernières échéances électorales montrent l'urgence d'agir, en particulier dans les territoires ruraux et périurbains où l'extrême droite progresse. Dans les grandes villes, il s'agit également de contrer les victoires des macronistes et LR.

Nous nous mobiliserons pour maintenir et renforcer les majorités de gauche dans les communes où nous sommes en première responsabilité, ainsi que dans celles où nous participons à une coalition

respectueuse de nos valeurs et de notre projet (...)

Les communistes de Loire-Atlantique ont décidé de passer à la vitesse supérieure en vue de rassemblements avec les forces de gauche, la résolution du Conseil national du PCF tenant lieu de feuille de route (extraits) :

« Nous appelons au rassemblement dans les villes où nous sommes en responsabilité et sur l'ensemble du territoire pour faire face aux défis sociaux, démocratiques et écologiques. Notre objectif est clair : empêcher la droite et l'extrême droite – RN, LR, LREM

Nous souhaitons engager dès à présent des discussions avec tous les citoyen-nes qui le souhaitent et toutes les forces de gauche, tant au niveau local que national, pour bâtir ensemble des choix municipaux cohérents, ancrés dans les réalités locales et porteurs d'une dynamique nationale.

En 2026, faisons des élections municipales un moment de mobilisation populaire pour de nouvelles avancées sociales et pour l'égalité des territoires ! »

Se former pour défendre la santé publique

Une priorité pour les communistes

Le 22 février, les sections Presqu'île-Brière-Saint-Nazaire ont organisé une formation sur la santé. Trente-cinq participants ont pris part à cette journée d'échanges pour mieux comprendre les défis actuels du système de soins et renforcer l'action politique en faveur d'un accès universel à la santé.

La situation dans notre département est particulièrement préoccupante. De nombreux habitants n'ont pas de médecin traitant, un tiers des praticiens a plus de soixante ans, les délais pour obtenir un rendez-vous explosent et la prise en charge psychiatrique est en grande difficulté.



cement solidaire et la crise de l'hôpital public, asphyxié par l'austérité et la privatisation rampante.

Face à l'urgence d'agir, nous avons échangé sur des solutions concrètes, comme l'importance du développement des centres de santé comme alternative à la médecine libérale, la nécessité d'un financement pérenne pour les hôpitaux et l'urgence de mobiliser contre la privatisation progressive de la Sécurité sociale.

Cette journée marque une première étape dans une démarche plus large visant à construire un véritable plan d'action sur la santé, s'inscrivant ainsi dans la campagne nationale pour la défense des services publics.

Ces constats résultent de choix politiques qui, depuis des décennies, affaiblissent notre système de santé en favorisant la privatisation et en imposant une austérité budgétaire destructrice.

Trois thématiques ont structuré cette journée de travail : la désertification médicale, l'avenir de la Sécurité sociale menacée par des réformes successives réduisant son finan-

À l'issue de cette formation, un rendez-vous a été obtenu avec le directeur de l'hôpital de Saint-Nazaire afin d'échanger sur la situation locale. Cette mobilisation ne fait que commencer. Dans les semaines à venir, nous irons à la rencontre de la population avec un tract et une pétition pour faire de ce combat un enjeu collectif et exiger des actes concrets.

« Conclave » retraites

Pas de fumée blanche en vue

Pour obtenir la neutralité des socialistes et maintenir son gouvernement, François Bayrou avait choisi de renvoyer à des discussions entre les syndicats de patrons et de salariés l'avenir de la réforme des retraites de 2023. Ces discussions semblent déplacées alors que les équilibres géopolitiques hérités de la guerre froide sont en train de vaciller. Il est peu probable que ce « conclave » aboutisse à autre chose qu'à l'évitement d'une censure précoce du gouvernement Bayrou.

Le gouvernement actuel n'est pas vraiment en mesure de revenir sur la réforme de 2023 (qui porterait l'âge de départ à 64 ans). Il compte parmi ses membres Élisabeth Borne, la Première ministre qui l'avait défendue. Il ne peut se passer du soutien des troupes d'Édouard Philippe, Premier ministre qui avait défendu une première mouture de la réforme emportée par la pandémie mondiale. Au petit jeu des calculs parlementaires, on imagine mal les députés LR soutenir un renforcement du système par répartition.

Enfin, le Premier ministre lui-même a posé un cadre condamnant la discussion à la stérilité. D'abord, la réforme de 2023 n'est pas suspendue, le statu quo profite donc direc-



tement au patronat. Ensuite, le gouvernement fait le choix de retenir des hypothèses plus pessimistes que le Conseil d'orientation des retraites et la Cour des comptes, exigeant des économies immédiates qui ne sont pas nécessaires et ne proposant rien pour résoudre les problèmes de financement de long terme.

Profitant du climat belliciste ambiant, le patronat et le gouvernement tentent même de faire passer l'idée que l'allongement de la durée de travail permettrait de faire reculer vers l'est la ligne de front ukrainienne.

Le résultat est pour l'instant un échec flagrant. FO a choisi de mettre en scène son départ du

conclave dès le début. La CGT vient également de quitter la table. La CFDT fait les gros yeux. Le Parti socialiste hurle à la trahison de la parole donnée. La FI hurle à la trahison du PS. On peut imaginer que le patronat hurle de rire.

L'accord de non censure du gouvernement Bayrou ne s'avère pas payant pour le PS. Pire pour lui, sa méthode d'une prétendue démocratie sociale apaisée se montre une nouvelle fois être un artifice au service de la régression sociale.

ArcelorMittal Basse-Indre

Joris Chauvel, secrétaire du syndicat CGT et le collectif des élus du personnel nous répondent

NLA : La stratégie industrielle de ArcelorMittal France annoncée par la direction laisse planer des inquiétudes, peux-tu nous en dire plus ?

La stratégie d'ArcelorMittal France semble se focaliser sur la maximisation des profits avec un minimum d'investissements. Lorsque des besoins d'investissement importants se présentent, l'entreprise prétend manquer de financements en raison de marges bénéficiaires insuffisantes en Europe, préférant investir aux États-Unis, au Brésil et en Inde. La CGT alerte depuis un an sur l'arrêt de la production de chrome en Europe, prévu fin 2027 et 2028, menaçant nos lignes de production. Pour y faire face, nous travaillons depuis près de dix ans sur des procédés alternatifs, mais un investissement de 30 millions d'euros est nécessaire pour passer à l'échelle industrielle.

NLA : Quelles pourraient être les conséquences de ces annonces pour le site de Basse-Indre et les autres sites français ?

Les annonces d'ArcelorMittal France vont entraîner des restructurations sur le site de Basse-Indre, notamment des réinternalisations et des fermetures de lignes pour réduire les coûts fixes. La CGT soutient qu'il faudrait plutôt augmenter notre capacité de production ; alors qu'elle était de 420 kt/an il y a quatorze ans, nous peinons désormais à être rentable à 200 kt/an. Avec seulement deux hauts fourneaux en fin de vie en France, Mittal avait pré-



vu d'investir 2,3 milliards d'euros dans de nouvelles installations, soutenues par des subventions de l'ordre de 850 millions d'euros de fonds publics. Cependant, Mittal bloque ces investissements tout en exerçant des pressions sur l'Europe pour protéger ses intérêts. Lors du CSE de février, alors que nous pensions être au fond du trou, notre DRH creuse encore en annonçant la délocalisation de nos centres de service (Paye, informatique, vente, marketing, RH, supply chain). Ils vont devoir se mettre à l'heure indienne, mettant en péril nos emplois de Saint-Denis, de Pologne et aussi de notre site.

NLA : Comment les salariés de l'entreprise envisagent l'avenir de la sidérurgie française et quelles propositions formulent-ils ?

Les salariés de l'entreprise ressentent une profonde inquiétude quant à l'avenir de la sidérurgie française en général et du site de Basse-Indre en particulier. Entre les interdictions de production de chrome et les enjeux de décarbonation, ils se sentent perdus et craignent pour leur emploi.

La délocalisation des fonctions supports en Inde accentue leurs inquiétudes. Les salariés sont attachés à leurs outils de production, que M. Mittal semble vouloir détruire. L'usine appartient à Mr Mittal mais ce sont les salariés qui la façonnent et la font vivre depuis 200 ans. Le climat social est tendu en ce moment car la direction ne donne aucune information, provoquant l'indignation des salariés.

Élections des chambres d'agriculture

La FNSEA avec son modèle agricole reste majoritaire

En 2024, des mouvements d'agriculteurs d'une ampleur inédite ont bouleversé la France. Ces mouvements ont été portés, au départ, par des agriculteurs pris dans l'engrenage de la surproduction agroalimentaire et des systèmes spéculatifs des marchés. Au lendemain des élections des Chambres d'agriculture, le paysage représentatif de ces dernières laisse à nouveau une perspective amère sur les enjeux agricoles en France.

La FNSEA reste très majoritairement représentée au sein des Chambres d'agriculture, notamment celle de Loire-Atlantique ainsi que dans l'enceinte régionale. Partisane d'une agriculture industrialisée et fossoyeuse des outils de régulation des marchés agricoles, la FNSEA, associée au gouvernement actuel, risque fort, à nouveau, de mettre à mal l'agriculture « paysanne » portée par la Confédération paysanne et le Modéf.

Cela fait 60 ans que le Modéf (Confédération syndicale des exploitants familiaux) propose d'imposer des prix planchers sur les produits agricoles. Mais cela, le gouvernement n'en veut pas, car les grandes firmes multinationales de l'agroalimentaire n'en veulent pas. Le Modéf demande notamment la sortie des produits de base de l'alimentation humaine de la spéculation des marchés.



De tout temps, les paysans ont été assignés à différentes responsabilités : nourrir l'humanité avec des produits sains et de qualité, aménager l'espace rural, préserver l'environnement, la biodiversité, etc. Mais, au fond, quand on demande à un agriculteur son avis sur sa condition, en général, il répond qu'il appartient à un lieu, à un terroir, et qu'avec ses pratiques, il veut gagner correctement sa vie.

L'agriculture industrielle pille nos ressources naturelles, pille le pouvoir d'achat des paysans, pille les garanties de notre santé humaine. Plutôt que des primes ou des budgets de circonstance pour calmer la colère des paysans, il faut des prix, des prix rémunérateurs pour les paysans.

Nous allons pourtant devoir introduire des normes environnementales et sociales à la hauteur des défis du réchauffement climatique, de la chute de la biodiversité et du renouvellement des générations d'agriculteurs. Mais cela ne sera acceptable qu'à la condition d'une révision en profondeur de la politique agricole actuelle. Il faut arrêter de privilégier les volumes et les hectares au détriment de la qualité sanitaire, environnementale et sociale de nos productions.

L'immigration en France, une histoire commune

Exposition du 4 mars au 26 avril



L'association Tissé Métisse, créée en 2003, vise à promouvoir les actions contre toutes formes de discrimination et d'exclusion dans l'entreprise, la cité, l'école et à favoriser la connaissance de l'autre, le « vivre ensemble » et la solidarité. Composée de trois organisations nées des mouvements d'éducation populaire et du syndicalisme, l'Acener (Association des Comités d'Entreprise de Nantes et sa Région), le CID (Centre Interculturel de Documentation) et la Fal 44 (Fédération des Amicales Laïques de Loire-Atlantique), l'association organise une fête en fin d'année, événement incontournable et reconnu dans le paysage culturel nantais, qui permet de diffuser des spectacles métissés, interculturels et engagés.

Depuis 2018, l'association anime un fond documentaire ouvert au public, qui propose littératures du monde, sociologie de l'immigration, autrices et auteurs d'Afrique de l'Ouest, du Maghreb ou d'Asie du Sud-Est, anthropologie, philosophie, arts et poésie.

C'est à l'adresse du fond documentaire, Parc des Chantiers, 2 bis Léon Bureau sur l'Île de Nantes, que Tissé Métisse propose pendant quelques semaines l'exposition *L'immigration en France, une histoire commune*, déclinaison de l'exposition permanente du Musée national de l'histoire de l'immigration.

Au fil de grandes dates repères, cette exposition revient sur l'histoire de l'immigration en France de 1685 à nos jours, histoire des circulations, des mobilités, des échanges entre les populations, constitutive de l'histoire humaine.

Les différents panneaux permettent de raconter le parcours de celles et ceux qui sont venus en France pour découvrir le monde, travailler, rejoindre une famille, des proches, étudier ou fuir des situations politiques ou économiques difficiles. De raconter aussi leur quotidien, leurs réussites comme leurs difficultés.

Théâtre

La résistible ascension d'Arturo Ui par Christophe Rouxel

Christophe Rouxel était suppléant de Véronique Mahé lors des deux dernières élections législatives de 2020 et 2022 sur la 7^e circonscription de Loire-Atlantique et faisait campagne pour le Parti communiste français. **Aujourd'hui, Christophe Rouxel propose une autre forme de militantisme dans un domaine où il excelle depuis des décennies : la mise en scène et la rencontre avec un large public de la ville et des champs à partir d'un texte tiré de l'œuvre de Bertolt Brecht.**

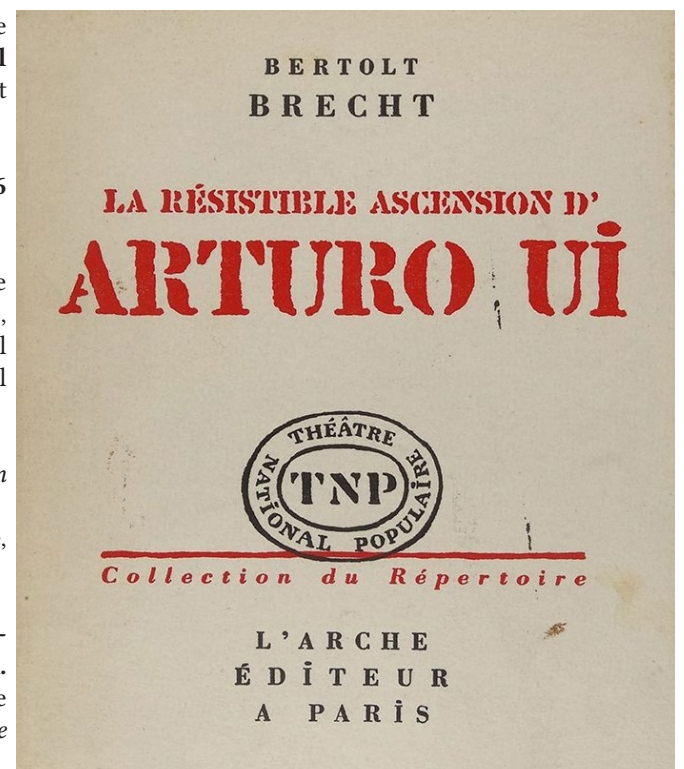
Bertolt Brecht est un écrivain et poète allemand né le 10 février 1898 à Augsbourg (Bavière) et mort le 14 août 1956 à Berlin-Est (RDA). Il acquiert une renommée internationale avec *L'Opéra de Quat'sous* créé en 1928.

Depuis la seconde moitié des années 1920, Brecht est acquis au marxisme et à partir de 1930, les représentations des pièces de Brecht sont mises à mal par les nationaux-socialistes. L'arrivée au pouvoir des nazis le force à quitter l'Allemagne. En 1933, le 10 mai, l'œuvre de Brecht est interdite et brûlée en 1935. Le régime nazi le déchoit de sa nationalité allemande. En 1936, il participe à la rédaction de la revue *Das Wort* dont le but est de réunir l'intelligentsia antifasciste allemande autour d'un idéal prôné par l'Internationale communiste.

Exilé en Californie, il écrit : *La vie de Galilée*, *Mère Courage et ses enfants*, *Le Cercle de Craie caucasien*, *La Résistible ascension d'Arturo Ui* ainsi que le scénario de film antinazi *Les Bourreaux meurent aussi* réalisé par Fritz Lang en 1943

« La résistible ascension » ...un grand texte sur la montée du nazisme, contre lequel il n'y aurait pas eu, en temps et en heure, une résistance assez forte !

Christophe Rouxel s'engage avec Bertolt Brecht à éclaircir cette trop douloureuse séquence rendant ainsi hommage à tous les résistants et résistantes qui auront additionné leur courage et leur force pour combattre le mal. Au sein de l'association Durétie de Rieux 56, plus de 50 comédiens et comédiennes, amateurs et professionnels, serviront cette histoire et inviteront à partager des valeurs d'Humanité et de Paix... **Christophe signe la mise en scène de la *Résistible Ascension d'Arturo Ui* avec Éric Houguet, spectacle qui sera proposé entre le 27 juin et le 12 juillet !**



Le Parti pris du travail

Fabien Roussel

Après *Ma France, heureuse, solidaire et digne* et *Les jours heureux* sont devant nous, **Fabien Roussel publie un nouveau livre, réflexion portant sur le travail, qu'il présente comme un facteur de dignité et de richesse pour la société.**

En proposant notamment de créer les conditions pour que plus personne n'ait besoin de recourir au RSA, de garantir à chacune et chacun un emploi ou une formation avec un salaire, le secrétaire national du Parti communiste français redonne ses lettres de noblesse au travail, considéré comme constitutif de la construction sociale.

Prendre le parti du travail, c'est faire le choix de l'emploi plutôt que celui des revenus de solidarité pour celles et ceux que le marché a éjecté. Prendre le parti du travail, c'est aussi la possibilité de redonner du sens au travail en permettant à chacun de s'épanouir, de se former et d'évoluer professionnellement dans un cadre qui donne plus de pouvoirs à celles et ceux qui créent les ressources du pays. **Prendre le parti du travail, c'est enfin une invitation à retrouver une véritable conscience de classe et à dépasser les divisions qui fracturent le monde du travail pour se donner les moyens de lutter contre le capitalisme.**

Ici, Fabien Roussel propose deux mesures d'ampleur : la création d'une nouvelle sécurité sociale pour l'emploi et la formation, ainsi qu'un choc d'investissement public pour redresser le pays.

Ces mesures, en offrant la sécurité à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, en suscitant une véritable montée en compétence collective qui pourrait s'appuyer sur un service public renforcé, **permettrait au pays de relever les défis auxquels nous sommes confrontés au moyen d'une grande planification de l'économie et d'un changement de perspective : réindustrialisation, énergie, climat, intelligence artificielle...**



FABIEN ROUSSEL

**LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL**

Le Parti pris du travail, Fabien Roussel (éd. Cherche-Midi) 14,90 €

Dissolution de la Brigade Loire, dérive autoritaire inacceptable



Après les annonces du ministre de l'intérieur, la section de Nantes du Parti communiste français a adressé une réponse à Bruno Retailleau avec ce communiqué :

« L'annonce dans la presse de la dissolution de cinq groupes de supporters, dont la Brigade Loire à Nantes, marque une nouvelle étape dans la dérive autoritaire du traitement des supporters en France. Depuis plusieurs années, nous assistons à une multiplication des interdictions de déplacement, souvent retoquées par la justice, et à une répression aveugle qui stigmatise une communauté de passionnés au lieu de favoriser un dialogue constructif.

Cette décision est d'autant plus choquante que notre pays vient d'accueillir les Jeux Olympiques, un événement qui a mis en avant les valeurs du sport et de la ferveur populaire. Or, ce sont précisément ces valeurs – engagement, solidarité et passion – que les groupes de supporters défendent au sein des stades.

La Brigade Loire fait vivre l'identité du FC Nantes. En la dissolvant sous prétexte de débordements isolés, le gouvernement condamne collectivement des milliers de passionnés pour les actes d'une minorité. Il nie ainsi tout le travail effectué par ces bénévoles, qui s'engagent justement pour structurer les tribunes et se positionner en partenaires des instances sportives et institutionnelles pour assurer à la fois l'animation et la sécurité des stades.

Cette dissolution s'inscrit dans une vision répressive du football qui oppose systématiquement supporters et autorités, au lieu de chercher des solutions concertées. Les stades ne doivent pas devenir des zones de non-droit, tant s'agissant des dérives violentes de certains supporters que des dérives attentatoires aux libertés du Ministre de l'Intérieur.

Plutôt que la dissolution aveugle de groupes structurés avec des interlocuteurs connus et respectés, la priorité doit être de lutter contre les véritables violences en s'attaquant aux groupes qui se revendiquent ouvertement comme hooligans.

Plus globalement, il convient que les mesures mises en place pour lutter contre le hooliganisme soient réellement proportionnelles à la gravité des faits et ne soient pas définies uniquement par le ministère de l'Intérieur. L'ensemble des acteurs concernés doivent être impliqués : ministère des Sports, Justice, collectivités, clubs, instances sportives et associations de supporters.

Nous demandons donc l'arrêt de la procédure de dissolution engagée et appelons tous les défenseurs des libertés associatives à se mobiliser pour que le football reste un espace d'expression et de passion populaire. »

Formation des élu-e-s Logement, tranquillité publique, santé

Journée studieuse pour les élu-e-s communistes de l'ouest de la France, le 1er mars dernier à Pont-Péan, en Ille-et-Vilaine. Au programme de la formation organisée par le Cidefe (Centre d'Information, de Documentation, d'Étude et de Formation des Élus), des sujets qui préoccupent les Françaises et les Français et qui incitent les collectivités locales à mettre en place des politiques publiques pour répondre aux besoins des habitants.



au moyen d'une meilleure maîtrise du foncier par les collectivités publiques.

Le début de l'après-midi était consacré à la sécurité et à la tranquillité publique. Après un diagnostic général qui mettait à mal un certain nombre d'idées reçues largement partagées, il était question des différents niveaux d'action et des liens que chaque collectivité entretient avec l'État sur le sujet. Venaient ensuite la définition des outils à disposition et des propositions concrètes d'application.

Préoccupation centrale, s'il en est, pour les élus communistes, les questions relatives au logement ont démarré la journée, ouvrant les thématiques d'urbanisme, d'habitat, d'action sociale... Après un rapide tableau de la crise du logement : 350 000 mal logés en France, chute des logements mis en chantier, baisse de la participation publique, besoins nouveaux (décohabitation, autonomie, sobriété énergétique...), des solutions ont été proposées à la discussion, notamment

La journée s'est terminée par un exposé sur la santé, ses problématiques et le rôle que les collectivités pouvaient tenir. Des exemples nourris de l'expérience rennaise venaient illustrer les propos.

Pour plus d'informations sur ces formations thématiques : <https://cidefe.fr>

Municipales de Treillières

Déception pour la liste Treillières ensemble, le maire sortant réélu

Les élections municipales anticipées à Treillières ont vu la réélection d'Alain Royer le 9 mars 2025. Le maire sortant, malgré les nombreuses affaires ayant conduit à la démission des élus du conseil, est arrivé en tête avec la liste Treillières en action, obtenant 45,41 % des voix. Il devance la liste Treillières ensemble de Gwenn Boulzennec (35,52 %), soutenue par le Parti communiste français. Enfin, la liste Alternative Citoyenne Treillières de Pascal Lavéant s'est placée en troisième position avec 19,07 % des suffrages.

Treillières ensemble n'a pas réussi à mobiliser les abstentionnistes et la participation a baissé de 2 points, passant de 48,11 % au premier tour à 46,71 % au second. Cependant, pour Gwenn Boulzennec, même si sa liste n'a pas réussi à mobiliser la population lors de ce vote, elle reste sur le pied de guerre et enthousiaste à l'idée de convaincre les électeurs en 2026 pour changer de cap à Treillières.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément Chebanier
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@gmail.com



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro Maia Benoît Lusseau Yolande Dreano
Pascal Divay Adrien Helary Véronique Mahé
Jean-Noël Lebossé Faustine Ecolan

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
- Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)

jc **MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE** **Semaine de la Pensée Marxiste**

L'antiracisme et le marxisme mis à l'honneur par les étudiants communistes nantais



La Semaine de la Pensée Marxiste est animée partout en France par l'Union des Étudiants Communistes, du 17 au 23 mars. Il s'agit de faire vivre les idées marxistes au travers d'événements variés sur les lieux d'étude. La semaine est tournée chaque année autour d'un nouveau thème. L'analyse marxiste est ainsi mise en lumière comme grille de lecture de sujets variés et s'inscrivant dans le monde contemporain.

Cette année, le thème choisi est celui de l'antiracisme. Sa mise en valeur est plus que jamais nécessaire dans un contexte national et international fascisant, qui connaît une banalisation alarmante des discours racistes et des politiques discriminatoires menées notamment par Donald Trump aux États-Unis ou Bruno Retailleau en France.

En Loire-Atlantique, il s'agit de la première édition organisée depuis plusieurs années. Sur le campus du Tertre de la faculté de Nantes, l'UEC s'est mobilisée pour deux événements.

Une formation a été animée par les militants le mardi. Elle a donné un aperçu historique, étudié les différentes formes de racisme puis évoqué la lutte antiraciste, avec une perspective matérialiste et marxiste. Elle a été suivie d'un temps d'échange fraternel, permettant à chacun de s'exprimer sur le sujet. Le jeudi, l'UEC Nantes a eu le plaisir d'accueillir le philosophe Florian Gulli, membre du PCF et rédacteur de la revue *la Pensée*. Il a animé une conférence portant sur les différents antiracismes, notamment l'antiracisme marxiste.

Ces événements nourrissant l'activité et la réflexion des militants s'ajoutent au cycle de formations ouvertes à tous que les Jeunes Communistes organisent régulièrement à la Fédération de Loire-Atlantique du PCF.

Pour terminer cette semaine de réflexion, les militants se mobilisent également pour la manifestation du samedi 22 mars contre le racisme et le fascisme. En effet, si la mise en valeur des idées est une nécessité, elle va toujours de pair, chez les Jeunes Communistes, avec un militantisme de terrain régulier.

Hommage à

Sophie Duquesne



Notre camarade Sophie Duquesne nous a quittés le 19 février 2025. Militante engagée au PCF et à la CGT, elle a consacré sa vie à la justice sociale et à la défense des travailleurs. Trésorière du CSE de RFS, elle a lutté avec détermination contre la fermeture. Adjointe à la culture à Trignac, elle œuvrait pour un accès à la culture pour tous. Femme de conviction, elle laisse un vide immense.

Nous adressons nos sincères condoléances à ses proches et à celles et ceux qui ont partagé son combat.

Assemblée Générale de l'Arac

Une soif de paix



Alors que grandit la soif de plus de justice sociale, l'exigence de la souveraineté des peuples, on voit que ceux qui se succèdent au pouvoir ne veulent rien entendre et sont prêts à tout pour préserver leurs intérêts, y compris la guerre. La guerre a toujours été pour le capital le moyen d'étouffer les mouvements sociaux. **Voilà pourquoi le combat social et le combat pour la paix sont inséparables.** Ils sont imbriqués l'un dans l'autre sous peine de reconduire les erreurs du passé. La guerre n'est pas une fatalité mais la paix ne peut exister sans le respect du Droit International représenté par La Charte des Nations Unies. **C'est pourquoi l'Arac appelle à multiplier les rencontres, les débats, les actions, les rassemblements pour défendre les valeurs de 1789 et combattre les faiseurs de guerre** afin d'éviter un nouveau conflit mondial.

L'Arac, Association Républicaine des Combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix, tiendra son Assemblée générale à la Maison des Habitants et du Citoyen de Bellevue, 1 place des Lauriers, Nantes.

Vous êtes invités jeudi 27 mars à 12h30 à la prise de parole du secrétaire général qui clôturera les travaux de l'assemblée, avant de partager un moment fraternel autour du verre de l'amitié.



Banquet républicain

De la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Inscriptions pour le :

Samedi 24 mai à 12h
Salle de la Carrière à Saint-Herblain

Le menu sera composé d'une salade fraîcheur du vignoble, d'une saucisse de Montbéliard et de sa purée normande et d'une salade de fruits et son palet breton.

Tarif 20 euro sur inscription, retournez rapidement votre bulletin !

Nous vous proposons un vin rouge du Gers le fleuron baradat AOC ST MONT 2020



NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :

 TEL :
 EMAIL :

À renvoyer à PCF44 - Banquet Fête des Nouvelles, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
 Chèque à l'ordre de ADF44
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)